



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/En-route-vers-une-nouvelle>

En route vers une nouvelle économie

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2003 - N° 1029 - février 2003 -

Date de mise en ligne : mercredi 22 novembre 2006

Date de parution : février 2003

Description :

Roland Poquet, en se référant au dossier précédent, montre la portée capitale de la contribution d'André Gorz face aux craintes pour l'avenir qu'y exprime Edgar Morin.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Il était tellement pessimiste qu'il avait fini par avoir raison.
(Un humoriste sans célébrité)

L'un des observateurs les plus lucides de nos sociétés, le sociologue Edgar Morin, estime qu'une « gouvernance démocratique mondiale est actuellement hors de portée ». Pour y parvenir « il faudrait une montée soudaine et terrible de périls, la venue d'une catastrophe pour constituer l'électrochoc nécessaire aux prises de conscience et aux prises de décision » [1]. Un exemple entre tous apporte la preuve que l'égoïsme des nantis nous éloigne chaque jour davantage d'une solidarité planétaire. En décembre dernier, l'Organisation mondiale du commerce a refusé la fourniture de médicaments génériques, donc à moindre coût, aux pays dits émergents. Un refus qui a sa logique : le vice-président de l'O.M.C est le représentant d'un puissant groupe pharmaceutique américain. Cette réflexion et cette remarque n'étonneront pas le lecteur de la Grande Relève.

Dans ce même numéro de Transversales, un autre sociologue, André Gorz, va dans le sens des perspectives offertes par l'économie distributive. Est-ce une amorce de "prises de conscience" et un espoir de "prises de décision" pour conjurer « la montée des périls » et « la venue d'une catastrophe » ?

Que dit André Gorz ?

"1 La seule monnaie-marchandise encore existante est l'oeuvre d'art (spécialement la peinture) [1]. « Pour déjouer la concurrence et la tendance qu'ont la valeur d'échange et le volume des profits à baisser avec l'accroissement de la productivité, les firmes cherchent à conférer aux marchandises une valeur comparable à celle d'oeuvres d'art ». En effet, ajoute André Gorz, les entreprises ont tendance « à ne plus vendre leurs marchandises, matérielles ou non, pour leur valeur pratique d'usage mais pour la valeur intrinsèque symbolique, esthétique, affective, sociale, de nouveauté... » Elles accordent ainsi aux marchandises « une valeur qui ne mesure plus rien de mesurable, qui n'a pas de rapport déterminé avec un coût ». Ainsi, dans la pratique, d'ores et déjà, les prix sont de plus en plus déconnectés des coûts.

" 2 L'heure est venue de miser sur « le développement de l'intelligence collective et individuelle », sur « le foisonnement des échanges multidimensionnels », ce qui enlèverait « à la notion de rendement individuel et de durée du travail sa pertinence », ajoute André Gorz. En conséquence, il faut renverser les données : « le revenu d'existence ne doit pas être compris comme la récompense ou la rémunération d'une activité mais comme ce qui doit rendre possible des activités qui sont une richesse en elles-mêmes et une fin pour elles-mêmes », ce qui nous amène à « reconsidérer la richesse » [2] ; aussi, et en préalable à toute activité, en déduit André Gorz, la distribution d'un « revenu d'existence suffisant, inconditionnellement garanti à tous » s'impose. C'est la rupture entre revenu, rendement (ou productivité), rentabilité économique et durée du travail.

Résumons :

- ▶ une monnaie-signes qui ne repose plus que sur la confiance qu'on veut bien lui accorder et qui est prête à toute affectation qu'on voudra bien lui donner.
- ▶ un revenu distribué à tous indépendamment du rendement et de la durée du travail.
- ▶ des prix déconnectés des coûts dans la pratique quotidienne.

À l'évidence, André Gorz nous dépose sur la route d'une économie que l'on peut qualifier de distributive. Il rend d'ailleurs hommage à Jacques Duboin en le citant abondamment. Il nous faut cependant réaffirmer que le passage d'une économie à une autre ne se fera qu'à une seule condition et elle est de taille : l'adoption d'une monnaie-signes qui ne soit plus circulante, thésaurisable, spéculative, mais qui soit « annulée par l'acte d'achat qu'elle permet », note André Gorz en évoquant la monnaie de consommation, telle que définie par Jacques Duboin. De nos jours, on peut

imaginer que cette monnaie-signes aura pour support une carte à puce, type porte-monnaie électronique déjà existant, mais sans possibilité de transfert puisque le pouvoir d'achat de cette monnaie ne provient pas d'un prélèvement, les revenus étant distribués à tous. Cette mesure ayant été prise, nous assistons automatiquement à la rupture totale et définitive entre revenus et durée du travail d'une part, prix et coûts d'autre part. Car il nous faut affirmer haut et fort que ces différentes mesures ne vont pas l'une sans l'autre quel que soit l'angle d'approche. Partons de la rupture du lien entre le revenu et la durée du travail. Si le revenu ne provient plus de son échange avec un travail, il doit être distribué : il n'y a pas d'autre alternative. Comme l'ensemble des revenus ne sont plus impliqués dans un processus de production et n'entrent plus dans l'établissement des coûts, ils demandent à être distribués régulièrement à tous, selon des critères à définir, afin de permettre la consommation de biens et de services, et ne peuvent reposer que sur la richesse collective d'un pays ou d'une quelconque communauté. La corrélation, même approximative, entre cette richesse globale et l'ensemble des revenus particuliers est telle que les revenus ne peuvent varier au gré des aléas d'une monnaie circulante dont on ignore à l'avance les impacts. Cet "emboîtement" entre l'offre des richesses et la demande réclame donc l'adoption d'une monnaie-signes qui s'annule à chaque achat de biens ou de services : c'est la conséquence directe de la rupture du lien entre revenu et durée du travail. C'est aussi la condition sine qua non d'un équilibre quasi parfait entre la production et la consommation, dans la mesure où les prix étant totalement dissociés des coûts, puisque la notion de rentabilité économique a disparu, la loi de l'offre et de la demande peut intervenir dans la plupart des cas (des prix "politiques" pouvant viser la gratuité). À l'inverse, partons de l'adoption d'une monnaie-signes telle que nous venons de la définir. Comme cette monnaie s'annule à chaque achat, il est indispensable qu'elle alimente régulièrement et directement le revenu de chaque personne. N'ayant plus à intervenir dans le processus de la production, elle rend caduc l'échange entre le revenu et la durée de l'emploi : la rupture du lien qui les unit est consommée. Aussi, ceux qui envisagent la rupture de ce lien sans évoquer l'indispensable adoption d'une monnaie distributive, ceux-là ne poussent pas le raisonnement jusqu'au bout. Pour quelle raison ? Ce serait reconnaître la disparition de l'économie de l'échange au profit d'une économie tournée vers la distribution des revenus et la répartition de l'emploi, et cela ils ne le veulent pas ! Le "marché" est sacré ! Sacré marché en effet qui a enfanté, en quelques décennies, une économie de marché, une société de marché, un capitalisme actionnarial de marché - en attendant pire encore ! Mais on ne peut pas toucher au marché. C'est sacré ! Et si, tel Frankenstein, le "marché" en pleine dérive finissait par détruire ses adeptes à€" et l'humanité tout entière ?

En évoquant la montée des périls et la venue d'une catastrophe (dont la cuvée "Prestige" n'est qu'un faible symptôme avant-coureur), Edgar Morin craint à juste titre pour l'avenir de l'humanité. « Un retour aux fondamentaux écologiques et anthropologiques », pour reprendre l'expression de Patrick Viveret, est-il possible dans le cadre d'une économie de plus en plus dominée par la loi du profit et de l'argent facile ? Quand va-t-on admettre que l'épanouissement de la personne humaine se heurte chaque jour davantage à la logique implacable de cette loi ? Le développement harmonieux de l'homme au sein d'une nature préservée se fera, à notre sens, lorsque nous aurons "remercié" le capitalisme de sa contribution à notre sortie de l'ère de la rareté et imaginé d'autres structures économiques et

financières. Il serait hautement souhaitable qu'un organisme aussi talentueux que le Conseil Scientifique [3] d'Attac, relayant les clairvoyantes analyses d'André Gorz, se décide à étudier les modalités d'une vraie sortie du capitalisme. En quoi cette étude, toute théorique, engagerait-elle ses responsables ? Attelés à réclamer et à étudier une réforme radicale des institutions financières internationales, pourquoi ceux-ci auraient-ils honte d'étudier, dans le même temps, ce qu'il adviendrait de l'économie si l'on retirait à la monnaie d'un pays ou d'une communauté sa capacité à circuler, capitaliser, thésauriser et spéculer, et si on la remplaçait par une monnaie distributive ? "Une autre monnaie". Quel beau slogan pour les prochains Sommets des Mouvements Citoyens ! Ce slogan est difficile à expliquer ? "â€" Mais les responsables de l'association Attac n'ont-ils pas décidé de faire oeuvre d'éducation populaire ?

[1] La monnaie s'est peu à peu dématérialisée : elle est devenue une monnaie-signe. « La monnaie n'existe plus... Il n'y a que des signes de valeurs, ou plutôt d'opérations sur les valeurs, qui sont elles-mêmes des traces d'opérations » (Jean Joseph Goux, Revue Art Press, n° 165, Janvier 1992).

[2] *Reconsidérer la richesse*, par Patrick Viveret, Rapport de synthèse, effectué à la demande du Secrétaire d'État à l'économie solidaire, rendu public le 1er mars 2002.

[3] Présidé par l'économiste Dominique Plihon, dont l'un des derniers ouvrages *La monnaie et ses mécanismes* (éd. La Découverte) est remarquable de clarté (voir G.R. N° 1018, février 2002).